










DECLARATION

Réseau Convergence des Jeunes et Leaders pour la Paix et la Démocratie

Le **Réseau CoJeLPaiD** dans son élan de contribuer à plus de responsabilité, de transparence et de justesse dans le processus démocratique à travers le dialogue, l'éducation civique/électorale et le suivi citoyen du respect des règles et normales par l'ensemble des parties prenantes, regrette et condamne l'évolution du contexte (discours clivant, attaques contre des cortèges de campagne, une certaine utilisation de biens publics, des manifestations de rue inopportunes, arrestations de citoyens, présumées immixtions étrangères, ...) politique à l'aune de du scrutin du 18 octobre prochain. En conséquence, le Réseau :

-  Appel à la conscience patriotique et l'**élégance démocratique des partis en liste et leurs candidats**, ainsi que leurs alliés d'être plus responsables dans les discours/messages et actes de mobilisation des électeurs;
-  Saluant une certaine convergence soutenue entre les experts de la **CEDEAO** et la **CENI** sur le fichier électoral, invite la CENI, en l'absence d'affichage préalable des listes, à s'assurer de l'effectivité des dispositifs de distribution des cartes d'électeurs de façon équitable et des dispositifs de recours pour les citoyens qui n'aurait éventuellement pas eu leurs cartes ;
-  Demande à l'**Etat** dans ces différentes composantes de responsabilité, de garantir la sécurité à tous les acteurs du processus où qu'ils soient sur l'ensemble du territoire national avant, pendant et après l'élection. A cet effet, aucune portion de la superficie du territoire national ne doit être considérée comme interdite à aucun des acteurs par les citoyens qui qu'ils soient ;
-  Conseil au **FNDC** de donner plus de sens à son combat par la cohérence et l'objectivité, en suspendant pendant cette période de campagne toute forme de manifestations de protestation, qui dans le contexte actuel de fragilité du tissu social et de participation des partis politiques membres, ne fera qu'étouffer d'avantage la démocratie et accroître les violations des droits humains. L'objectivité et la cohérence à cet stade aurait été à défaut de sursoir à ses activités, de s'engager dans la mobilisation des électeurs et la sécurisation du vote en faveur de l'alternance revendiquée et non dans des manifestations à contre-courant ;
-  Demande à la **Cour des comptes** et la **HAC** (haute Autorité de la Communication) de s'assurer respectivement d'une part de la légalité des biens et moyens utilisés dans la campagne par les candidats et leurs soutiens, et d'autre part de la responsabilité de ces derniers dans le discours en fonction de la loi et des engagements du pays ;
-  Exige de la justice le traitement équitable et juste des manifestants ou autres acteurs arrêtés en lien avec la situation politique du pays ;
-  *Invite les pays partenaires de la Guinée, notamment ceux voisins à l'élégance démocratique, la maturité diplomatique et le respect pour les peuples liés par l'histoire et les intérêts, en évitant de se rendre coupables de tout acte incongru aux relations internationales ou de toute forme d'immixtion dans le processus électoral en dehors des traités et conventions qu'ils ont en partage avec la Guinée.*

En fin, le Réseau invite la société civile à renforcer les actions d'éducatons civique et électorale, la vigilance citoyenne et la promotion du dialogue dans le respect des textes de lois.

Conakry, le 30 septembre 2020

La Coordination Générale du Réseau CoJeLPaiD